

**No. 42243**

---

**Brazil  
and  
Gabon**

**Exchange of notes constituting an agreement between the Government of the Federative Republic of Brazil and the Government of the Gabonese Republic on visa exemption for holders of diplomatic and official or service passports. Libreville, 28 July 2004**

**Entry into force:** *27 August 2004, in accordance with the provisions of the said notes*

**Authentic texts:** *Portuguese and French*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *Brazil, 3 January 2006*

---

**Brésil  
et  
Gabon**

**Échange de notes constituant un accord entre le Gouvernement de la République fédérative du Brésil et le Gouvernement de la République gabonaise relatif à l'exemption de visas pour les titulaires de passeports diplomatiques et officiels ou de service. Libreville, 28 juillet 2004**

**Entrée en vigueur :** *27 août 2004, conformément aux dispositions desdites notes*

**Textes authentiques :** *portugais et français*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *Brésil, 3 janvier 2006*

[ PORTUGUESE TEXT — TEXTE PORTUGAIS ]

I

Senhor Ministro,

Tenho a honra de dirigir-me a Vossa Excelência para levar a seu conhecimento que o Governo da República Federativa do Brasil, animado pelo desejo de facilitar as viagens dos funcionários de ambos os países, está disposto a celebrar um Acordo para a isenção de vistos em passaportes diplomáticos e oficiais ou de serviço, com o ilustre Governo da República Gabonesa, nos seguintes termos:

1. Os nacionais da República Federativa do Brasil e da República Gabonesa, titulares de passaportes diplomáticos e oficiais ou de serviço válidos, acreditados em suas respectivas Missões Diplomáticas ou Representações Consulares, assim como os membros de suas famílias que com eles residam, poderão entrar, permanecer e sair dos territórios gabonês e brasileiro, sem a necessidade de obtenção de visto, pelo prazo da missão.
2. Os nacionais da República Federativa do Brasil e da República Gabonesa, titulares de passaportes diplomáticos e oficiais ou de serviço válidos, não acreditados no outro país, estarão isentos de visto, para trânsito ou para entrar livremente nos territórios gabonês e brasileiro e nele permanecer pelo período de até 90 (noventa) dias, contados a partir da data de entrada.
3. As pessoas beneficiadas pelo presente Acordo estarão sujeitas às leis e aos regulamentos vigentes no Estado receptor, referentes à entrada, permanência e saída de estrangeiros.
4. Cada uma das Partes poderá aplicar limitações ou suspender temporariamente a vigência deste Acordo ou alguma de suas cláusulas caso as medidas correspondentes sejam necessárias para manter a ordem pública, a segurança ou para proteger a saúde pública. A adoção de tais medidas, assim como a suspensão das mesmas, deverá ser comunicada à outra Parte, por via diplomática, com a brevidade possível.

A Sua Excelência o Senhor  
Jean Ping  
Ministro de Estado dos Negócios Estrangeiros,  
da Cooperação e da Francofonia da  
República Gabonesa

5. As autoridades competentes de ambas as Partes intercambiarão, até 30 (trinta) dias após a assinatura do presente Acordo, por via diplomática, espécimes dos documentos de viagem mencionados no presente Acordo.

6. Qualquer modificação nos mencionados documentos de viagem deverá ser comunicada, com a brevidade possível, à outra Parte, devendo ser enviados, ao mesmo tempo, espécimes dos novos documentos, acompanhada de descrição pormenorizada de seu uso e aplicação.

7. Qualquer das Partes poderá denunciar o presente Acordo mediante aviso prévio de 60 (sessenta) dias, por via diplomática.

Se as disposições acima forem aceitáveis para o Governo da República Gabonesa, tenho a honra de propor que a presente Nota e a resposta de Vossa Excelência constituam um Acordo entre os nossos dois Governos sobre a matéria, que entrará em vigor 30 (trinta) dias depois da data da Nota de Vossa Excelência.

Aproveito a oportunidade para reiterar a Vossa Excelência os protestos de minha mais alta e distinta consideração.

Libreville, 28 de julho de 2004

Vera Pedrosa Martins de Almeida  
Ministra, interina, das Relações Exteriores  
da República Federativa do Brasil

Libreville, le 28 juillet 2004

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de m'adresser à Votre Excellence pour porter à votre connaissance que le Gouvernement de la République Fédérative du Brésil, animé par le souhait de faciliter les déplacements des fonctionnaires des deux pays, est disposé à célébrer un Accord d'exemption de visas pour les passeports diplomatiques et officiels ou de service, avec l'illustre Gouvernement de la République Gabonaise, dans les termes suivants :

1. Les nationaux de la République Fédérative du Brésil et de la République Gabonaise, titulaires de passeports diplomatiques et officiels ou de service valides, accrédités auprès de leurs Missions diplomatiques ou Représentations consulaires respectifs, ainsi que les membres de leurs familles qui résident avec eux, pourront entrer, séjourner et sortir des territoires gabonais et brésilien sans besoin de visa pour la durée de leurs missions.

2. Les nationaux de la République Fédérative du Brésil et de la République Gabonaise, titulaires de passeports diplomatiques et officiels ou de service valides, non accrédités auprès de l'autre pays seront exemptés de visa pour transiter ou pour entrer librement dans les territoires gabonais et brésilien et y séjourner pour une durée de 90 (quatre-vingt dix) jours, comptés à partir de la date d'entrée.

3. Les personnes bénéficiaires du présent Accord sont soumises aux lois et règlements en vigueur dans l'État récepteur, pour ce qui concerne l'entrée, le séjour et la sortie des étrangers.

4. Chacune des Parties pourra appliquer des limitations ou suspendre temporairement la validité de cet Accord ou de quelques-unes de ses clauses au cas où les mesures correspondantes soient nécessaires au maintien de l'ordre public, la sécurité ou la protection de la santé publique. L'adoption de telles mesures, aussi bien que leur suspension, devra être communiquée à l'autre Partie par la voie diplomatique, dans les meilleurs délais.

5. Les autorités compétentes des deux Parties échangeront, dans les 30 (trente) jours après la signature du présent Accord, par la voie diplomatique, des spécimens des documents de voyage mentionnés dans le présent Accord.

6. Toute modification dans les documents de voyage mentionnés ci-dessus devra être communiquée, dans les meilleurs délais, à l'autre Partie, et, en même temps, les spécimens des nouveaux documents devront lui être envoyés, accompagnés de la description détaillée de leur usage et de leur finalité.

7. Chaque Partie pourra dénoncer le présent Accord au moyen d'une notification préalable de 60 (soixante) jours à l'autre, par voie diplomatique.

Si ces dispositions rencontrent l'agrément du Gouvernement de la République Gabonaise, j'ai l'honneur de proposer que la présente Note et la Note de réponse de Votre Excellence constituent un Accord entre nos deux Gouvernements, lequel entrera en vigueur 30 (trente) jours après la présente date.

Je saisis l'occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute et distinguée considération.

VERA PEDROSA MARTINS DE ALMEIDA  
Ministre en exercice des Relations Extérieures  
de la République Fédérative du Brésil

## II

*Ministère des affaires étrangères de la coopération et de la francophonie*

RÉPUBLIQUE GABONAISE

LE MINISTRE D'ÉTAT

Libreville, le...

N° \_\_\_\_ /MAECF/CAB  
BB/M/FD/22/07/04

Madame le Ministre,

J'ai l'honneur de m'adresser à Votre Excellence, pour porter à votre connaissance que le Gouvernement de la République Gabonaise, animé par le souhait de faciliter les déplacements des fonctionnaires des deux pays est disposé à signer avec le Gouvernement de la République Fédérative du Brésil, un Accord d'exemption de visas pour les passeports diplomatiques et officiels ou de service, dans les termes suivants :

1. Les nationaux de la République Gabonaise et de la République Fédérative du Brésil, titulaires de passeports diplomatiques et officiels ou de service valides, accrédités auprès de leurs Missions diplomatiques ou Postes consulaires respectifs, ainsi que les membres de leurs familles qui résident avec eux, pourront entrer, séjourner et sortir des territoires gabonais et brésilien sans besoin de visa pour la durée de leurs missions.

2. Les nationaux de la République Gabonaise et de la République Fédérative du Brésil, titulaires de passeports diplomatiques et officiels ou de service valides, non accrédités auprès de l'autre pays seront exemptés de visa pour transiter ou pour entrer librement dans les territoires gabonais et brésilien et y séjourner pour une durée de quatre-vingt dix (90) jours comptés à partir de la date d'entrée.

3. Les personnes bénéficiaires du présent Accord sont soumises aux lois et règlements en vigueur dans l'État récepteur, pour ce qui concerne l'entrée, le séjour et la sortie des étrangers.

4. Chacune des Parties pourra appliquer des limitations ou suspendre temporairement la validité du présent Accord ou de quelques-unes de ses clauses au cas où les mesures correspondantes seraient nécessaires au maintien de l'ordre public, la sécurité ou la protection de la santé publique. L'adoption de telles mesures, aussi bien que sa suspension, devra être communiquée à l'autre Partie par la voie diplomatique, dans les meilleurs délais.

5. Les autorités compétentes des deux Parties échangeront, dans les 30 (trente) jours après la signature du présent Accord, par la voie diplomatique, des spécimens des documents de voyage mentionnés dans le présent Accord.

6. Toute modification intervenue dans les documents de voyage mentionnés ci-dessus devra être communiquée, dans les meilleurs délais, à l'autre Partie, et, en même temps, les spécimens des nouveaux documents devront lui être envoyés, accompagnés de la description détaillée de leur usage et de leur finalité.

7. Chaque Partie pourra dénoncer le présent Accord au moyen d'une notification préalable de soixante (60) jours à l'autre, par voie diplomatique.

Si ces propositions rencontrent l'agrément du Gouvernement de la République Fédérative du Brésil, j'ai l'honneur de proposer que la présente Note et la Note de Réponse de Votre Excellence constituent un Accord entre nos deux gouvernements, lequel entrera en vigueur trente (30) jours après la présente date.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute et distinguée considération.

JEAN PING

Madame le Ministre en exercice  
des Relations Extérieures de la  
République Fédérative du Brésil  
Brasília

[TRANSLATION - TRADUCTION]

I

Libreville, 28 July 2004

Sir,

I have the honour to inform you that the Government of the Federative Republic of Brazil, desiring to facilitate travel by officials of the two countries, is prepared to conclude an Agreement with the Government of the Gabonese Republic on visa exemptions for holders of diplomatic and official passports or service passports, on the following terms:

1. Nationals of the Federative Republic of Brazil and of the Gabonese Republic holding valid diplomatic and official or service passports, accredited to their country's diplomatic mission or consular representation, as well as family members living with them, may enter, stay in and leave Gabonese and Brazilian territory without the need for a visa, for the duration of their mission.

2. Nationals of the Federative Republic of Brazil and of the Gabonese Republic holding valid diplomatic and official or service passports who are not accredited to the other country shall be exempt from obtaining a visa in order to transit through or enter freely into Gabonese and Brazilian territory and to stay there for a period of 90 days from their date of entry.

3. Persons benefiting from this Agreement shall be subject to the laws and regulations in force in the receiving State, with respect to the entry, stay and departure of aliens.

4. Either Party may temporarily restrict or suspend the application of this Agreement or any of its clauses if such measures are necessary to preserve public order or security or to protect public health. The adoption of such measures, and the lifting thereof, shall be communicated to the other Party as soon as possible through the diplomatic channel.

5. Within 30 days after the signature of this Agreement, the competent authorities of the two Parties shall exchange, through the diplomatic channel, samples of the travel documents mentioned in this Agreement.

6. Any change in the above-mentioned travel documents shall be communicated to the other Party as soon as possible, accompanied by samples of the new documents and a detailed description of their use and purpose.

7. Either Party may terminate this Agreement by giving the other Party six months' advance notice through the diplomatic channel.

If the foregoing provisions are acceptable to the Government of the Gabonese Republic, I have the honour to propose that this Note and your Note in reply shall constitute an Agreement between our two governments, to enter into force 30 days from today's date.

I take this opportunity to renew to you the assurances of my highest and most distinguished consideration.

VERA PEDROSA MARTINS DE ALMEIDA  
Acting Minister of External Relations  
of the Federative Republic of Brazil

His Excellency  
Jean Ping  
Minister of Foreign Affairs,  
Cooperation and la Francophonie  
of the Gabonese Republic

II

*Ministry of Foreign Affairs, Cooperation and la Francophonie*

GABONESE REPUBLIC

THE MINISTER OF STATE

Libreville..

No. \_\_\_\_ /MAECF/CAB  
BBM/FD/22/07/04

Madame,

I have the honour to inform you that the Government of the Gabonese Republic, desiring to facilitate travel by officials of the two countries, is prepared to conclude an Agreement with the Government of the Federative Republic of Brazil on visa exemptions for holders of diplomatic and official passports or service passports, on the following terms:

1. Nationals of the Gabonese Republic and of the Federative Republic of Brazil holding valid diplomatic and official or service passports, accredited to their country's diplomatic mission or consular representation, as well as family members living with them, may enter, stay in and leave Gabonese and Brazilian territory without the need for a visa, for the duration of their mission.

2. Nationals of the Gabonese Republic and of the Federative Republic of Brazil holding valid diplomatic and official or service passports who are not accredited to the other country shall be exempt from obtaining a visa in order to transit through or enter freely into Gabonese and Brazilian territory and to stay there for a period of 90 days from their date of entry.

3. Persons benefiting from this Agreement shall be subject to the laws and regulations in force in the receiving State, with respect to the entry, stay and departure of aliens.

4. Either Party may temporarily restrict or suspend the application of this Agreement or any of its clauses if such measures are necessary to preserve public order or security or

to protect public health. The adoption of such measures, and the lifting thereof, shall be communicated to the other Party as soon as possible through the diplomatic channel.

5. Within 30 days after the signature of this Agreement, the competent authorities of the two Parties shall exchange, through the diplomatic channel, samples of the travel documents mentioned in this Agreement.

6. Any change in the above-mentioned travel documents shall be communicated to the other Party as soon as possible, accompanied by samples of the new documents and a detailed description of their use and purpose.

7. Either Party may terminate this Agreement by giving the other Party six months' advance notice through the diplomatic channel.

If the foregoing provisions are acceptable to the Government of the Federative Republic of Brazil, I have the honour to propose that this Note and your Note in reply shall constitute an Agreement between our two governments, to enter into force 30 days from today's date.

I take this opportunity to renew the assurances of my highest and most distinguished consideration.

JEAN PING

Acting Minister of External Relations  
of the Federative Republic of Brazil  
Brasília

